

Le nationalisme camerounais dans les programmes et manuels d'histoire : réalités et enjeux

Étienne Segnou, doctorant en sociologie politique à l'Université de Douala

Résumé

Des pays colonisés du monde ayant connu une guerre d'indépendance, le Cameroun est le seul dont la guerre reste aujourd'hui cachée méconnue, mal connue et même inconnue. La guerre d'indépendance du Cameroun a duré seize ans et a causé plusieurs centaines de milliers de morts chez les populations camerounaises. Elle opposa la France aux nationalistes camerounais sur la question de l'indépendance du Cameroun. Cette guerre est depuis lors niée par les autorités françaises et camerounaises. Hors mis la guerre d'indépendance, le Cameroun a connu de nombreuses autres luttes nationalistes avant la période de son indépendance. Quelle est la place de ce long passé nationaliste dans les programmes et les manuels d'histoire du système éducatif camerounais ? Telle est préoccupation centrale de la présente communication. Les résultats montrent que le nationalisme camerounais est largement dévalorisé dans lesdits programmes et manuels d'histoire. Les enjeux de cette dévalorisation sont idéologiques, politiques, économiques et socioculturels.

Mots clés

nationalisme camerounais; histoire; mémoire; programme d'enseignement; école

Introduction

Plus de cinquante ans après l'indépendance et la réunification du Cameroun¹, nous avons voulu savoir la place réservée au nationalisme camerounais dans les programmes et manuels d'histoire du système éducatif camerounais. Les nationalistes camerounais sont ceux qui se sont élevés, au Cameroun, contre toutes les formes de domination coloniale, singulièrement contre les dominations coloniales allemande, puis franco-britannique. L'UPC² fut le principal mouvement politique dans lequel ils s'organisèrent pour revendiquer la réunification et l'indépendance du Cameroun ; et cela, pacifiquement d'abord, puis par la logique des armes

¹ L'indépendance du Cameroun français a eu lieu le 1^{er} janvier 1960 et sa réunification avec le Cameroun britannique a eu lieu le 1^{er} octobre 1961.

² Union de Populations du Cameroun. Le plus vieux parti politique du Cameroun créé en 1948 à Douala et qui existe encore aujourd'hui.

ensuite³. Ce qui enfanta une longue guerre entre la France et les nationalistes de l'UPC. Cette guerre dura seize ans (1955 – 1971)⁴ et causa plusieurs centaines de milliers de morts du côté camerounais. Ce conflit fut l'un des plus importants menés par l'armée française sur le continent africain, après celui de l'Algérie. Mais à la différence de la guerre d'Algérie, la guerre d'indépendance du Cameroun est largement méconnue tant par la communauté internationale que par les Français et même les jeunes Camerounais. Cela parce qu'elle fut soigneusement cachée durant son déroulement, et évacuée plus tard de la mémoire collective camerounaise. Comment donc les programmes et manuels d'histoire du Cameroun traitent-ils le passé nationaliste de ce pays ? L'hypothèse du présent travail est la suivante : *en raison des enjeux politiques, économiques et socioculturels, le nationalisme camerounais est dévalorisé dans les programmes et manuels d'histoire. Par conséquent, la place qui lui y est accordée ne peut permettre à la jeunesse camerounaise de posséder une connaissance suffisante de ce nationalisme afin d'avoir une plus grande conscience de son identité culturelle.* Pour le vérifier, nous avons mené une étude qualitative et quantitative desdits programmes et manuels afin d'analyser le traitement qui y est réservé au passé nationaliste du Cameroun. Ensuite, nous avons étudié l'impact que ce traitement a sur le niveau de connaissance que les jeunes scolaires ont de ce passé. Enfin, nous avons dégagé les enjeux que cache le type de traitement alloué à ce passé dans les outils pédagogiques d'histoire du Cameroun.

Brève histoire du nationalisme camerounais

Avant toute chose, il importe d'abord de retracer, ne serait-ce que brièvement, l'histoire du nationalisme camerounais ; ce qui permettra de mieux cerner la profondeur de la problématique de la présente recherche, ainsi que ses enjeux.

Le nationalisme camerounais n'est pas né au moment de la lutte des Camerounais pour l'indépendance de leur pays. Les luttes nationalistes contre la domination étrangère débutèrent en effet au Cameroun dès la seconde moitié de XIX^e siècle, au moment où les Camerounais pratiquaient le commerce légal avec les Européens sur la côte camerounaise, après l'abolition de l'esclavage. Ce commerce reposait sur des échanges de produits (troc) entre les Européens et les Camerounais de l'hinterland, par le truchement des Camerounais habitant la côte, ceux-là servant d'intermédiaires. En fait, les Camerounais de la côte s'étaient organisés pour combattre les Européens qui voulaient aller traiter directement avec les habitants de l'hinterland sans passer par eux, alors que ces derniers recevaient des avantages considérables de leur intermédiation⁵.

Les secondes luttes des Camerounais contre la domination étrangère furent les résistances qu'ils menèrent contre la pénétration et la conquête coloniale allemande. Mais ces résistances furent vaincues et le territoire camerounais conquis par l'Allemagne qui y institua un système

³ Pour plus d'information sur l'histoire des luttes de libération nationale au Cameroun, lire principalement Richard Joseph, *Le mouvement nationaliste au Cameroun*, Paris, Karthala ; Achille Mbembé, *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun*, Paris, Karthala, 1984, 414 p. ; Ferdinand Chindji-Koulevu, *Histoire cachée du Cameroun*, Yaoundé, Saagraph, 2006, 352 p. ; Daniel Abwa, *Cameroun : histoire d'un nationalisme (1884-1961)*, Yaoundé, Clé. 2010, 412 p. ; Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa, *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique 1948-1971*, Paris, La Découverte, 2011, coll. « Cahiers libres », 744 p.

⁴ La première guerre d'indépendance est allée de 1955 à 1960 et a opposé la France aux nationalistes tandis que la seconde est allée de 1960 à 1971 et a opposé l'État camerounais, soutenu par l'État français et l'armée française, aux nationalistes.

⁵ Pour plus de détails, lire Verkijika G. Fanson, « Commerce et hégémonie sur la côte du Cameroun (1879-1887) », dans Martin Z. Njeuma, dir., *Histoire du Cameroun (XIX^e s. – début XX^e s.)*, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 99-133.

colonial d'une cruauté exceptionnelle et implacable⁶. Ce système, introduit par le Gouverneur Von Puttkamer reposait sur une politique d'« exploitation scientifique » du territoire avec la main-d'œuvre locale soumise aux travaux forcés (construction des routes, ponts, chemins de fer...), au portage et aux travaux dans les plantations de banane et de cacao⁷. Face à ce système colonial infligeant de terribles souffrances physiques et morales aux populations locales, les Camerounais s'organisèrent pour y mettre fin. Dès 1913, un mouvement de résistance fut lancé pour combattre la politique d'expropriation et de ségrégation que les Allemands voulaient appliquer à Douala au mépris des termes du traité de protectorat qu'ils avaient conclu avec les chefs douala (traité germano-douala). À la tête de ce mouvement de résistance figurait Rudolph Douala Manga Bell. Mais ce dernier fut trahi, jugé et pendu le 8 août 1914 à Douala.

Après la Première Guerre mondiale et la défaite de l'Allemagne, le Cameroun devint un territoire sous contrôle international et fut confié à la France et à l'Angleterre par la SDN, puis par l'ONU après la Seconde Guerre mondiale. Mais ces deux puissances administrèrent le Cameroun non comme un territoire neutre, mais comme une partie intégrante de leur empire colonial africain, et cela, au mépris des accords de mandat et de tutelle. En effet, à titre d'exemple, les directives de la SDN stipulaient que le mandat était provisoire et que, théoriquement, les mandataires devaient progressivement acheminer les territoires sous mandat vers la capacité à s'administrer eux-mêmes⁸. En ce qui concerne les accords de tutelle élaborés par l'ONU, ils formulaient pratiquement les mêmes directives que celles de la SDN : « Favoriser le progrès politique, économique et social des populations des territoires sous tutelle ainsi que le développement de leur instruction ; favoriser également leur évolution progressive vers la capacité à s'administrer eux-mêmes ou l'indépendance [...]»⁹. Les Camerounais s'étaient opposés au non-respect de ces accords par la France et l'Angleterre et avaient commencé à revendiquer la réunification et l'indépendance de leur pays. C'est ainsi que, dans le Cameroun français, en 1948, ils créèrent un mouvement politique pour exprimer leur revendication ; mouvement qui devint très vite populaire, l'UPC.

Au regard de la croissance rapide de la popularité du mouvement nationaliste et de la multiplication des revendications indépendantistes, les autorités françaises décidèrent de réprimer et de faire disparaître l'UPC de la scène politique camerounaise. En mai 1955, elle réprima dans le sang les manifestations indépendantistes de l'UPC et procéda à l'interdiction du parti le 13 juillet de la même année¹⁰. Finalement, face au refus de la France de répondre aux revendications des nationalistes camerounais et à sa détermination à résoudre le problème camerounais par la force, l'UPC n'eut autre choix que celui de prendre les armes pour mener une lutte armée qu'elle n'avait ni voulue, ni préparée¹¹. Cette situation fit naître

⁶ Richard Joseph, *Le mouvement nationaliste...* p.40.

⁷ *Ibid.*

⁸ Pour plus de détails sur les accords de mandat de la SDN, lire Dieudonné Oyono, *Colonie ou mandat international, la politique française au Cameroun de 1919 à 1946*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 17.

⁹ Retrouvez l'intégralité des accords de tutelle de l'ONU sur [le site Internet](#) de l'organisation.

¹⁰ Cette répression de mai 1955 est plus connue sous le nom des émeutes de mai 1955. Elle toucha de nombreuses villes dans le Sud du Cameroun où les Camerounais manifestaient massivement pour revendiquer l'indépendance de leur pays.

¹¹ En fait, au départ, l'UPC n'avait pas prévu mener ses revendications par la voie des armes, mais pacifiquement. C'est l'intransigence et la brutalité de l'administration coloniale française qui l'accula à la guerre. Toutes les sources le confirment aujourd'hui, dont la plus récente est l'ouvrage de Thomas Deltombe, Manuel Domergue, Jacob Tatsitsa, *Kamerun ! Une guerre...* Ces auteurs expliquent en effet que, dans une proclamation commune datée du 22 avril 1955, l'UPC réaffirmait sa volonté d'acquérir l'indépendance du Cameroun sans qu'une « seule goutte

une longue guerre entre les deux protagonistes ; guerre qui dura seize ans et causa des centaines de milliers de morts civiles au Cameroun.

En 1960, année de l'indépendance du Cameroun français, la France confia le pouvoir aux Camerounais qui n'avaient jamais revendiqué l'indépendance et s'y étaient même opposés ; cela après avoir décidé d'éliminer politiquement, militairement et physiquement les grands chefs de l'UPC¹² ; avec la collaboration des nouvelles autorités camerounaises (Ruben Um Nyobé : 1958, Félix Moumié : 1960, Ernest Ouandié : 1971...). Cependant, malgré l'octroi de l'indépendance en 1960, les Camerounais poursuivirent la lutte contre cette indépendance qu'ils jugeaient « *factice* », afin d'obtenir une indépendance « *réelle* ». L'exécution publique en janvier 1971 d'Ernest Ouandié, dernier grand chef historique de l'UPC encore vivant, marque la fin de la guerre d'indépendance au Cameroun ainsi que la défaite de l'UPC dans sa lutte indépendantiste. Cette guerre avait gravement affecté les populations camerounaises et avait engendré l'une des dictatures les plus féroces, les plus barbares et les plus sanguinaires du continent africain. En fait, le tout premier Président de la République du Cameroun, Ahmadou Ahidjo, avait été repéré, formé et imposé par la force à la tête du pays par l'administration coloniale française. Lui aussi fut contraint de s'imposer au peuple camerounais par la force durant la quasi-totalité des vingt-deux ans de règne sans partage qu'il passa à la tête du Cameroun, de 1960 à 1982¹³.

Par ailleurs, la France avait, parallèlement à son projet d'élimination des nationalistes, signé des accords de coopération et de défense avec les Camerounais qu'elle avait soigneusement sélectionnés et installés au pouvoir au Cameroun¹⁴. Ces accords avaient permis à l'armée française de poursuivre son intervention militaire au Cameroun contre les combattants de l'UPC jusqu'en 1964, c'est-à-dire quatre ans après l'indépendance¹⁵. Et durant ses interventions militaires au Cameroun, l'armée française a commis de nombreuses atrocités contre les populations civiles, cela en raison de l'emploi des techniques de guerre employées en Indochine et en Algérie (regroupement des populations, massacres, propagandes, bombardements aériens, Napalm¹⁶). En outre, ces accords avaient permis à la France de maintenir son contrôle et sa domination absolue sur le Cameroun malgré l'accession de ce

de sang » ne soit versée (p. 179). Lire aussi Daniel Yagnye Tom, *L'UPC face au marasme camerounais*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 39.

¹² Pierre Messmer, *Les blancs s'en vont. Récit de la décolonisation*, Paris, Albin Michel, 2000, p. 115.

¹³ En ce qui concerne le caractère répressif et dictatorial du régime d'Ahmadou Ahidjo, l'ouvrage de Thomas Deltombe, Manuel Domergue, Jacob Tatsitsa, *Kamerun ! Une guerre...* donne assez de détails dans la quatrième partie de l'ouvrage intitulée « Une dictature françafricaine », principalement dans les chapitres 26 (« Le dictateur s'installe (1961-1963) », p. 481-501), 29 (« Soumission des esprits et "croisades antiterroristes" (1962-1964) » p. 541-557) et 30 (« À l'ombre du parti unique (1965-1966) », p. 558-580). Dans ces chapitres, il est fait étalage de l'existence au Cameroun de « La chasse aux "subversifs" », des « Centres secrets d'"internement administratif" et de "rééducation civique" », des « camps de regroupement », de politique de terreur : « exécutions publiques, massacres collectifs, têtes coupées, torture... », encouragement à la « délation », institution des « confessions publiques », de l'endoctrinement, du « lavage de cerveau » et du « bourrage des crânes »...

¹⁴ *Ibid.*, p. 14-16.

¹⁵ Les premiers accords de coopération et de défense entre la France et Cameroun avaient été signés dès le 30 décembre 1958. Accords provisoires au départ, ils sont devenus définitifs par la suite par leur renouvellement en 1959, 1960, 1961 et 1962, et même dans les années 1970.

¹⁶ Pour le cas précis de l'emploi du Napalm, la question reste encore objet de polémique. Il existe des témoignages de Camerounais attestant de leur utilisation (regarder le film documentaire de Gaëlle Le Roy et Valérie Osou *Cameroun, autopsie d'une indépendance* (2008)). Mais les sources scientifiques sont prudentes et n'en parlent qu'au conditionnel. C'est le cas de l'historien militaire Gabriel Périès, parlant des opérations de bombardements aériens menés au Cameroun, qui affirme, dans le film documentaire ci-dessus cité, ceci : « Ces opérations, en ce qui concerne le Cameroun, auraient impliqué l'emploi du napalm... ». Lire aussi Thomas Deltombe, Manuel Domergue, Jacob Tatsitsa, *Kamerun ! Une guerre...*, p. 420-422.

pays à l'indépendance. Par la suite, ils ont servi de modèle à la décolonisation des autres territoires d'Afrique noire francophone; et par conséquent, ont servi de base à l'institutionnalisation du néocolonialisme français dans ces territoires.

Cela dit, le Cameroun est détenteur d'une très longue histoire nationaliste. Mais, étonnement, cette histoire est frappée d'un oubli volontaire et involontaire assez remarquable. Très peu d'ouvrages en parlent. Même l'ouvrage d'Yves Benot, *Massacres coloniaux* (2005), consacré pourtant à l'étude des atrocités humaines commises par la France dans ses anciens territoires coloniaux, ne cite pas le cas du Cameroun. La plupart des productions (ouvrages, documentaires...) de chercheurs présentent toujours la décolonisation de l'Afrique noire francophone comme ayant été pacifique, sans préciser l'exception du Cameroun. Le seul ouvrage à ce jour qui traite, avec assez de détails, de la grande et longue lutte belliqueuse des Camerounais pour leur indépendance est l'ouvrage de Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa, *Kamerun! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique 1948-1971*. Alors, quelle est l'incidence de cet oubli dans les enseignements d'histoire au Cameroun? Quelle est la place du passé nationaliste du Cameroun dans les programmes et les manuels d'histoire de ce pays?

État des lieux

Ainsi, afin de connaître la place réservée aux nationalistes camerounais dans l'histoire officielle du Cameroun, ainsi qu'à la lutte qu'ils ont menée pour la libération de leur pays du joug colonial, nous avons fait une étude quantitative et qualitative des programmes et manuels d'histoire en vigueur au Cameroun dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur.

Étude quantitative

Jusqu'ici, le Cameroun n'a connu que deux programmes d'histoire dans l'enseignement secondaire général. Le premier date de 1963 et a été modifié fondamentalement en 1990 pour laisser la place au second qui est encore en vigueur aujourd'hui. Dans le premier programme d'histoire, la place du nationalisme camerounais était inexistante. Sur les 249 leçons qu'il comportait, aucune ne portait sur le passé nationaliste du Cameroun, ni même sur l'histoire du Cameroun. Pour ce qui est du programme de 1990, la situation a un peu évolué bien que le NC (Nationalisme camerounais) y soit encore assez largement marginalisé. Toutefois, nous étudierons ici les programmes des trois ordres d'enseignement : primaire, secondaire et supérieur.

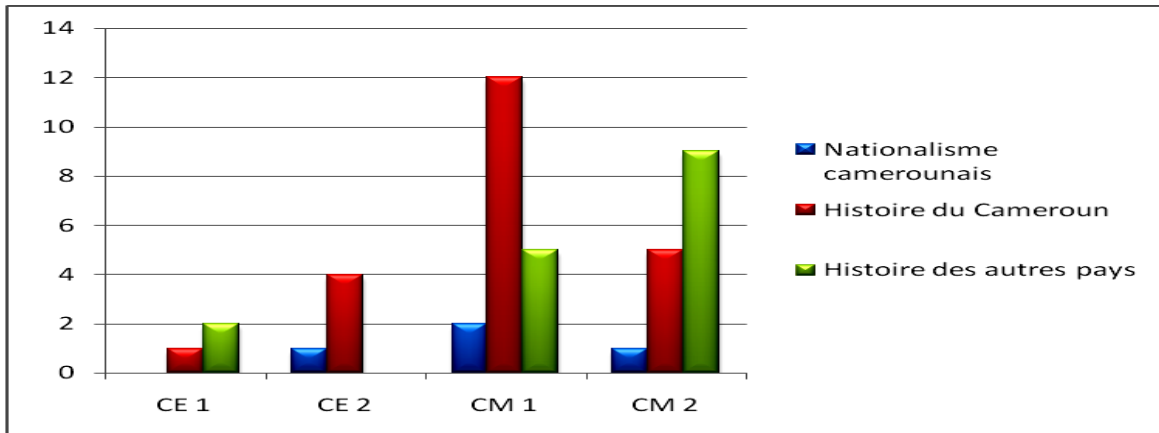
En ce qui concerne les programmes de l'enseignement primaire, ceux étudiés dans le présent travail datent de 2004. Voici les résultats obtenus :

Tableau 1 : La représentativité du NC dans les programmes d'histoire de l'enseignement primaire

Sujets	CE 1	CE 2	CM 1	CM 2	Totaux
Nationalisme camerounais	0	1	2	1	4
Histoire du Cameroun	1	4	12	5	22
Histoire des autres pays	2	0	5	9	16
Totaux	3	5	19	15	42

Source : notre enquête

On peut voir plus clairement la situation dans le graphique suivant :



Source : notre enquête

Comme le montrent le tableau et le graphique ci-dessus, au primaire, l’enseignement de l’histoire est majoritairement centré sur l’histoire du Cameroun avec 26 leçons sur 42 (61 %). Par contre, pour ce qui est des leçons consacrées explicitement au nationalisme camerounais, on n’en recense que 4 sur les 42 que comptent les programmes, soit 9,5 % des leçons. Qu’en est-il dans les programmes du secondaire ?

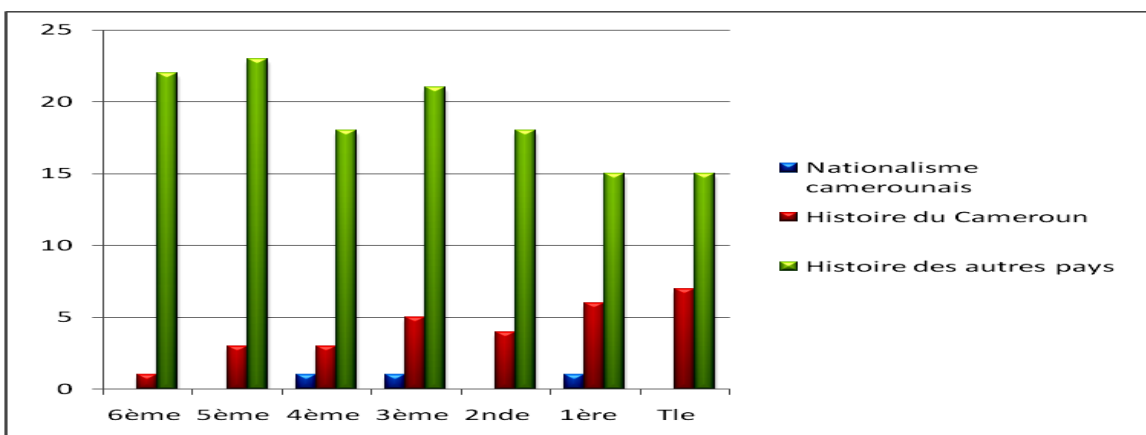
Pour ce qui est de l’enseignement secondaire général, les résultats sont les suivants :

Tableau 2 : La représentativité du NC dans les programmes d’histoire de l’enseignement secondaire général

Sujets	6 ^{ème}	5 ^{ème}	4 ^{ème}	3 ^{ème}	2 ^{nde}	1 ^{ère}	Tle	Totaux
Nationalisme camerounais	0	0	1	1	0	1	0	3
Histoire du Cameroun	1	3	3	5	4	6	7	29
Histoire des autres pays	22	23	18	21	18	15	15	132
Totaux	23	26	22	27	22	22	22	164

Source : notre enquête

On peut voir cela plus clairement dans le graphique suivant :



Source : notre enquête

Il ressort du tableau et du graphique ci-dessus que sur 164 leçons d’histoire enseignées de la Sixième en Terminale, 32 sont consacrées à l’histoire du Cameroun (19,5 %). Les 132 autres

leçons (80,5 %) sont consacrées à l'histoire des autres pays d'Afrique et à celle des pays du reste du monde. Par contre, sur les 164 leçons, seules 2 sont consacrées explicitement à l'étude du nationalisme camerounais, soit 1,82 % des leçons. Que dire des programmes de l'enseignement supérieur ?

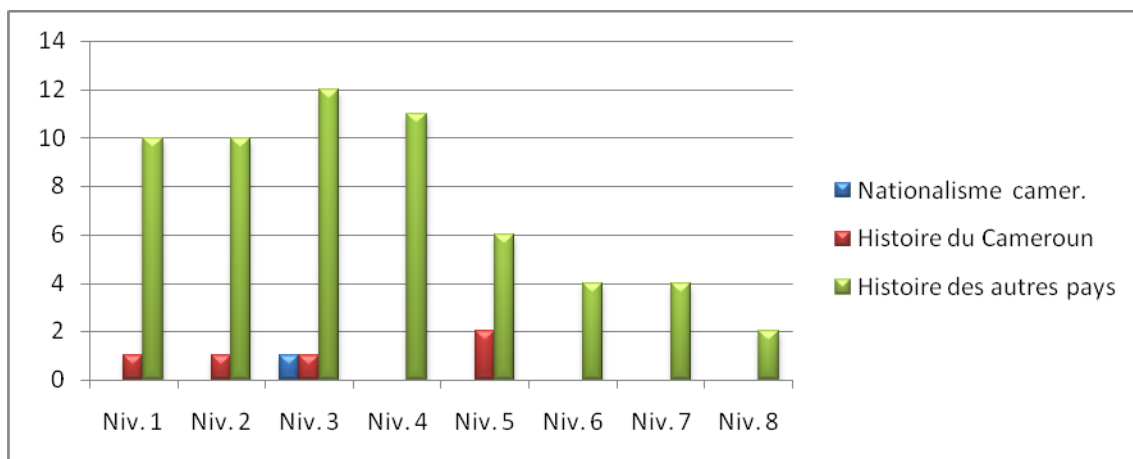
Dans l'enseignement supérieur, nous avons étudié, à titre illustratif, le programme d'histoire en vigueur depuis 2008 au département d'histoire de l'université de Douala ; puisque chaque université au Cameroun a son programme propre. Le choix porté sur l'université de Douala est lié au fait que c'est l'université à laquelle nous appartenons, et ce choix n'est qu'à titre illustratif dans traitement du cas de l'enseignement supérieur. Ici, le nationalisme camerounais apparait seulement de façon implicite dans les programmes.

Tableau 3 : La représentativité du NC dans les programmes d'histoire de l'enseignement supérieur (université de Douala)

Sujets	Niv. 1	Niv. 2	Niv. 3	Niv. 4	Niv. 5	Niv. 6	Niv. 7	Niv. 8	Totaux
Nationalisme camer.	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Histoire du Cameroun	1	1	1		2	0	0	0	5
Histoire des autres pays	10	10	12	11	6	4	4	2	59
Totaux	11	11	14	11	8	4	4	2	65

Source : notre enquête

On peut voir plus clairement la situation dans le graphique suivant :



Source : notre enquête

Ainsi, de la première année à la huitième année, les programmes comportent 65 matières. Sur ces 65 matières, 6 renvoient à l'étude de l'histoire du Cameroun, soit 9,23 % des matières, tandis que sur l'ensemble de toutes les 65 matières, une seule leçon se rapporte au NC, soit un taux de représentativité de 1,5 %. Mais cette leçon unique ne se rapporte au NC que de façon implicite. Elle est en effet intitulée « *La décolonisation du Cameroun* ». Ce qui est vague, car on peut seulement supposer que la lutte des nationalistes pour la décolonisation du Cameroun et la longue guerre qu'elle a entraînée pourraient être abordées par l'enseignant. Pour tout dire, sur la base de cette étude quantitative des programmes d'histoire qui vient d'être opérée dans l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, trois constats peuvent être tirés :

1. Les programmes d'histoire au Cameroun sont encore assez extravertis. Autrement dit, on enseigne plus l'histoire des autres pays que celle du Cameroun.

2. La place du nationalisme camerounais dans ces programmes est très marginale d’un point de vue quantitatif.
3. Plus on évolue dans le parcours scolaire (du primaire au supérieur), moins le nationalisme camerounais est présent dans les programmes.

Étude qualitative

L’étude qualitative des programmes d’histoire a laissé paraître que ce n’est que de façon implicite que le NC apparaît dans certaines leçons desdits programmes. En d’autres termes, c’est au regard de l’intitulé de ces leçons que l’on peut s’imaginer que le NC pourrait être abordé par l’enseignant.

Par exemple, en classe de Terminale, une leçon d’histoire est intitulée « *le Cameroun de l’autonomie interne à l’indépendance (1956-1960)* ». Ce titre est assez vague et par conséquent, ne contraint pas l’enseignant à aborder la lutte de l’UPC pour l’indépendance. Qui plus est, le programme n’est pas un programme par objectifs. Le tableau ci-dessous montre clairement le caractère vague des programmes dans l’enseignement secondaire par exemple :

Tableau 4 : intitulés des cours consacrés explicitement et implicitement au NC dans les programmes d’histoire de l’enseignement secondaire général

Classes	Intitulés des cours
4 ^{ème}	- La pénétration européenne à l’intérieur du Cameroun et la réaction des populations autochtones
3 ^{ème}	- Les résistances à la pénétration européenne au Cameroun (Les résistances sur la côte; Les résistances à l’intérieur)
	- Les mouvements nationalistes en Afrique (le cas du Nigéria et du Kenya; le cas de la Guinée, du Moyen-Congo et du Tchad)
1 ^{ère}	- Les conquêtes et les résistances au Cameroun
Tle	- L’évolution administrative et politique du Cameroun français (1946-1956)
	- Le Cameroun de l’autonomie interne à l’indépendance (1956-1960)
	- L’évolution administrative et politique du Cameroun français (1946-1954)
	- Le Cameroun du « statut régional » à la réunification (1954-1961)

Au regard du tableau ci-dessus, on constate que trois cours sont consacrés explicitement, de par leurs intitulés, au nationalisme camerounais : « *La pénétration européenne à l’intérieur du Cameroun et la réaction des populations autochtones* », « *Les résistances à la pénétration européenne au Cameroun* » et « *Les conquêtes et les résistances au Cameroun* ». À la lecture de ces titres, on se rend à l’évidence immédiatement qu’il s’agit d’étudier les luttes des Camerounais contre la domination étrangère. Toutefois, il faut préciser qu’il ne s’agit que des

luttres s'étant exprimées durant la période coloniale allemande. Celles s'étant déroulées durant la période coloniale française et britannique sont quasi absentes, remplacées simplement par des titres vagues. C'est le cas de l'intitulé suivant : *Le Cameroun de l'autonomie interne à l'indépendance (1956-1960)*. Le NC apparaît dans cet intitulé uniquement de façon implicite, c'est-à-dire que l'on ne peut que supposer que ce nationalisme pourrait être abordé par l'enseignant pendant le cours. En plus d'être vague, ce cours ne possède aucun objectif devant préciser l'orientation qu'il doit prendre. L'enseignant peut donc faire son cours en occultant plus ou moins l'étude de l'UPC et de ses acteurs. Par ailleurs, le cours consacré à l'étude des mouvements nationalistes en Afrique (*Les mouvements nationalistes en Afrique*) indique de prendre pour exemple le cas de quelques pays d'Afrique noire (Nigéria, Kenya, Guinée, Moyen-Congo, Tchad), mais le cas du Cameroun avec l'UPC n'est pas mentionné comme cas de figure à prendre. Il y a donc une volonté d'occulter le NC.

En ce qui concerne l'étude qualitative des manuels d'histoire du primaire (2004) et du secondaire (1995), il faut dire que l'on a constaté en gros que l'histoire du NC y est occultée (la guerre d'indépendance par exemple n'est pas évoquée), falsifiée (par exemple, les manuels attribuent la responsabilité du déclenchement des émeutes de mai 1955 à l'UPC¹⁷) et présentée de façon vague (le processus de décolonisation du Cameroun qui a connu de nombreuses péripéties par exemple est traité de façon assez brève, sans détails).

Ainsi, tant dans les manuels que dans les programmes d'histoire, le nationalisme camerounais est largement dévalorisé. Quelle est l'incidence d'une telle situation sur le niveau de connaissance des jeunes scolaires au sujet de l'histoire du NC ?

Impact

L'impact de cet état de fait sur le niveau de connaissance des jeunes scolaires camerounais est considérable. Selon l'enquête que nous avons menée auprès des 200 élèves, les élèves entretiennent une méconnaissance de l'histoire du NC ; et le taux de cette méconnaissance oscille autour de 70 %. Pour le savoir, nous leur avons posé des questions (un questionnaire de 64 questions fermées et semi-fermées) portant sur l'histoire du NC. Il s'agissait des élèves de quatre établissements scolaires de la ville de Douala (Lycée de Nylon Brazzaville, Lycée technique de Koumassi, Collège Alfred Saker et le Collège polyvalent Suzanna), âgés entre 15 et 25 ans, des deux sexes (100 filles et 100 garçons). Le tableau ci-dessous présente, à titre illustratif, les réponses données à 21 des 64 questions posées aux 200 élèves en ce qui concerne le nationalisme s'étant exprimé durant la lutte pour l'indépendance.

Tableau 5 : état des connaissances des élèves au sujet de la lutte des Camerounais pour l'indépendance

QUESTIONS	REPONSES	Totaux
-----------	----------	--------

¹⁷ Il est aujourd'hui scientifiquement établi que ce n'est pas l'UPC qui a été à l'origine du déclenchement des émeutes de mai 1955, mais que c'est bien le Gouverneur français de l'époque, Roland Pré. Ce dernier avait été envoyé au Cameroun avec pour mission principale d'éradiquer l'UPC. À ce sujet, voir *Ibid*, p. 149-177.

	<i>Connaissances exactes</i>	<i>Connaissances approximatives</i>	<i>Connaissances inexactes</i>	<i>Ignorance totale</i>	
1. Réaction de la France face aux revendications indépendantistes de l’UPC	134 (67 %)	0 (0 %)	27 (13,5 %)	39 (19,5 %)	200
2. Existence d’une guerre d’indépendance au Cameroun	113 (56,5 %)	0 (0 %)	41 (20,5 %)	46 (23 %)	200
3. Durée de la guerre d’indépendance au Cameroun	0 (0 %)	19 (9,5 %)	12 (6 %)	169 (84,5 %)	200
4. Date du déclenchement des massacres contre les revendications indépendantistes des Camerounais	42 (21 %)	0 (0 %)	33 (16,5 %)	125 (62,5 %)	200
5. Le nom de l’ordonnateur des massacres contre les revendications indépendantistes des Camerounais	8 (4 %)	0 (0 %)	105 (52,5 %)	87 (43,5 %)	200
6. Date de la dissolution de l’UPC par l’administration française	58 (29 %)	0 (0 %)	40 (20 %)	102 (51 %)	200
7. Date de l’assassinat de Ruben Um Nyobé	0 (0 %)	7 (3,5 %)	8 (4 %)	185 (92,5 %)	200
8. Date de l’assassinat de Félix Moumié	0 (0 %)	2 (1 %)	7 (3,5 %)	191 (95,5 %)	200

9. Statut d’Ernest Ouandié dans l’UPC	0 (0 %)	3 (1,5 %)	17 (8,5 %)	180 (90 %)	200
10. Statut d’Ossendé Afana dans l’UPC	0 (0 %)	0 (0 %)	7 (3,5 %)	193 (96,5 %)	200
11. Statut d’Abel Kinguè dans l’UPC	0 (0 %)	0 (0 %)	7 (3,5 %)	193 (96,5 %)	200
12. Signification de l’ALNK	0 (0 %)	1 (0,5 %)	2 (1 %)	197 (98,5 %)	200
13. Date de l’indépendance du Cameroun	191 (95,5 %)	0 (0 %)	5 (2,5 %)	4 (2 %)	200
14. L’acceptation par l’UPC de l’indépendance accordée au Cameroun	87 (43,5 %)	0 (0 %)	90 (45 %)	23 (11,5 %)	200
15. Réaction de l’UPC après l’octroi de l’indépendance au Cameroun	88 (44 %)	0 (0 %)	60 (30 %)	52 (26 %)	200
16. Ce que l’UPC pensait de l’indépendance accordée au Cameroun	134 (67 %)	0 (0 %)	30 (15 %)	36 (18 %)	200
17. Nom du premier Président du Cameroun indépendant	162 (81 %)	0 (0 %)	33 (16,5 %)	5 (2,5 %)	200
18. Nom du leader nationaliste de l’UPC assassiné à Genève	63 (31,5 %)	0 (0 %)	41 (20,5 %)	96 (48 %)	200

19. Les régions du Cameroun ayant souffert de la lutte pour l’indépendance du Cameroun	53 (26,5 %)	58 (29 %)	7 (3,5 %)	82 (41 %)	200
20. Nom du dernier leader nationaliste à être tué	49 (24,5 %)		47 (23,5 %)	104 (52 %)	200
21. Date et lieu où le dernier grand leader nationaliste de l’UPC fut tué	28 (14 %)		37 (18,5 %)	135 (67,5 %)	200

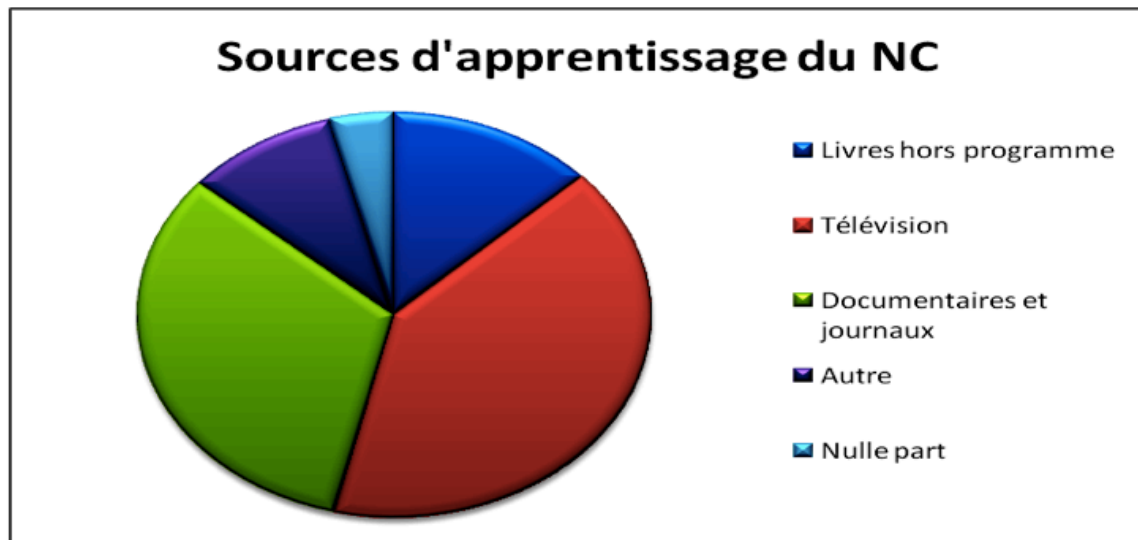
Source : notre enquête

Comme on peut le voir dans le tableau ci-dessus, le niveau de connaissance des élèves au sujet de la lutte pour l’indépendance au Cameroun est très faible. Sur 21 questions posées, seules cinq ont obtenu des réponses exactes venant de plus de la moitié des 200 élèves interrogés, soit 23,8 % des questions posées (questions 1, 2, 13, 16 et 17). Par contre, ceux qui ont un peu plus de connaissances sur le NC ainsi que sur des faits qui ne sont pas enseignés à l’école (par exemple la guerre d’indépendance), puisent ces connaissances dans les programmes télévisés (émissions sur l’histoire du Cameroun), dans les journaux et les documentaires vendus en bordure des rues, et dans les livres hors du programme officiel. Autrement dit, dans les sources secondaires d’apprentissage. Le tableau et le graphique ci-dessous présentent la représentativité de ces sources secondaires d’apprentissage de l’histoire du NC chez les 200 jeunes scolaires interrogés :

Tableau 6 : les sources secondaires d’apprentissage de l’histoire du Cameroun chez les jeunes scolaires

Sources complémentaires	Effectif valide	Effectif non valide	Total
Livres hors programme	42 (21 %)	158 (79 %)	200 (100 %)
Télévision	131 (65,5 %)	69 (34,5 %)	200 (100 %)
Documentaires et journaux	105 (52,5 %)	95 (47,5 %)	200 (100 %)
Autre	31 (15,5 %)	169 (84,5 %)	200 (100 %)
Nulle part	13 (6,5 %)	187 (93,5 %)	200 (100 %)

Source : notre enquête



Source : notre enquête

Du tableau ci-dessus, il apparaît que 187 jeunes sur 200 interrogés, soit 93,5 %, ont des sources secondaires d'apprentissage de l'histoire du Cameroun. Et du graphique ci-dessus, s'observent clairement les deux principales sources secondaires d'apprentissage de l'histoire du NC : la télévision en premier (en rouge) et les journaux et documentaires en second (en vert).

À la télévision en effet, il existe des émissions consacrées à l'histoire du Cameroun. La chaîne de télévision camerounaise *Canal 2 International* a par exemple une émission consacrée à cela : « La tribune de l'histoire ». Et dans cette émission, est parfois abordée l'histoire de la décolonisation du Cameroun ainsi que la guerre d'indépendance qu'elle a connue. Dans les journaux également, principalement de la presse privée camerounaise, les nationalistes et leurs actions en faveur de la décolonisation du Cameroun sont assez souvent abordés dans des articles, des dossiers, des hors-séries et des éditions spéciales. À titre illustratif, le quotidien privé *Le Messager* a publié, pour la seule année 1993, 10 éditions comportant des articles sur l'histoire du NC ; en 1990, 8 éditions dont deux Hors-séries et un dossier ; en 1992, 6 éditions dont une édition spéciale et deux dossiers. À l'occasion des cinquante ans de l'indépendance du Cameroun, en janvier 2010, le journal a publié une édition spéciale sur l'évènement avec pour grand titre « Indépendance : La guerre secrète de la France au Cameroun ». Enfin, des documentaires sur la décolonisation du Cameroun se vendent en bordure de route à vil prix (500 FCFA = 0,76 Euro), sur supports DVD piratés.

On comprend donc pourquoi les élèves peuvent avoir des connaissances sur certains points du NC qui ne sont pas enseignés en milieu scolaire. Cela parce que, d'après la sociologie de l'éducation, dans les sociétés modernes, « l'école ne détient plus le monopole de la diffusion des connaissances. La télévision et les journaux s'en sont mêlés¹⁸ ».

¹⁸ Raymond Quivy et Luc Van Campenhoudt, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod, 1995, p. 89-90.

Par ailleurs, les questions posées aux 200 élèves ont aussi évalué la connaissance visuelle qu'ils ont des acteurs de l'histoire du NC. Ils devaient identifier sur les photos qui leur ont été présentées, les visages des personnages historiques qu'ils connaissaient. Voici les résultats :

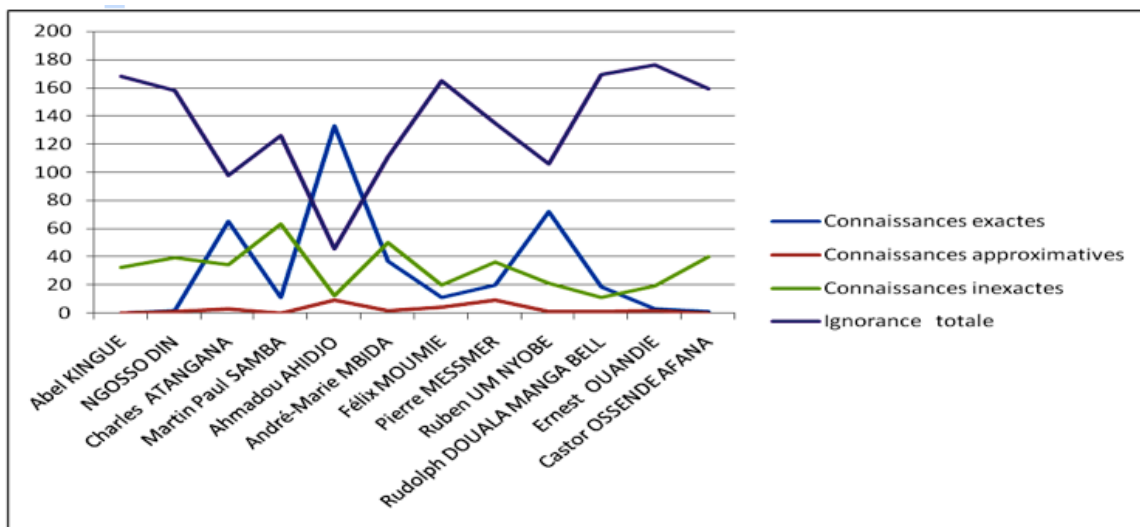
Tableau 7 : état des connaissances visuelles des élèves au sujet des acteurs de l'histoire du nationalisme camerounais

QUESTIONS	REPONSES				Totaux
	<i>Connaissances exactes</i>	<i>Connaissances approximatives</i>	<i>Connaissances inexactes</i>	<i>Ignorance totale</i>	
1. Abel KINGUE	0 (0 %)	0 (0 %)	32 (16 %)	168 (84 %)	200
2. NGOSSO DIN	2 (1 %)	1 (0,5 %)	39 (19,5 %)	158 (79 %)	200
3. Charles ATANGANA	65 (32,5 %)	3 (1,5 %)	34 (17 %)	98 (49 %)	200
4. Martin Paul SAMBA	11 (5,5 %)	0 (0 %)	63 (31,5 %)	126 (63 %)	200
5. Ahmadou AHIDJO	133 (66,5 %)	9 (4,5 %)	12 (6 %)	46 (23 %)	200
6. André-Marie MBIDA	37 (18,5 %)	2 (1 %)	50 (25 %)	111 (55,5 %)	200
7. Félix MOUMIE	11 (5,5 %)	4 (2 %)	20 (10 %)	165 (82,5 %)	200
8. Pierre MESSMER	20 (10 %)	9 (4,5 %)	36 (18 %)	135 (67,5 %)	200
9. Ruben UM NYOBE	72 (36 %)	1 (0,5 %)	21 (10,5 %)	106 (53 %)	200
10. Rudolph DOUALA MANGA BELL	19 (9,5 %)	1 (0,5 %)	11 (5,5 %)	169 (84,5 %)	200

11. Ernest OUANDIE	3 (1,5 %)	2 (1 %)	19 (9,5 %)	176 (88 %)	200
12. Castor OSSENDE AFANA	1 (0,5 %)	0 (0 %)	40 (20 %)	159 (79,5 %)	200

Source : notre enquête

On peut observer plus distinctement la situation dans le graphique suivant :



Source : notre enquête

La constatation qui ressort du tableau et du graphique ci-dessus est qu'au niveau de l'identification visuelle des acteurs de l'histoire du NC, le niveau de connaissance des jeunes d'âge scolaires est extrêmement faible. Cela peut se voir à travers la courbe violette représentant l'ignorance totale dans le graphique. En effet, seule une figure de l'histoire du NC sur les 12 proposées a été identifiée par plus de la moitié des élèves interrogés à savoir 133/200 élèves. Il s'agit d'Ahmadou Ahidjo. La seconde figure vient avec 72 identifications exactes. Il s'agit de Ruben Um Nyobé. Il faut dire que les photos de ces deux acteurs figurent effectivement dans les manuels d'histoire, principalement dans ceux du primaire. Les réponses exactes apportées seraient donc liées à cela.

Au total, la place du nationalisme camerounais dans les auxiliaires pédagogiques d'histoire est largement infime ; ce qui induit un très faible niveau de connaissance de ce nationalisme chez les jeunes scolaires. Qu'est-ce qui justifie une telle situation ?

Perspective théorique et enjeux

Pourquoi donc n'enseigne-t-on pas suffisamment l'histoire du nationalisme camerounais dans les écoles et les universités alors qu'on sait que ce nationalisme a contribué largement à l'évolution politique du Cameroun ? Cette question est d'autant plus pertinente que l'on sait que l'un des objectifs de l'enseignement de l'histoire au Cameroun est de donner aux jeunes

scolaires « une plus grande conscience de leur identité¹⁹ » ; cela afin de produire socialement des « citoyens patriotes, éclairés, fiers de leur identité²⁰... » Comment peut-on vouloir faire des jeunes camerounais des patriotes tout en leur cachant la vie des Camerounais qui ont posé des actes patriotiques en luttant pour l’indépendance de leur pays ? En fait, les programmes et manuels d’histoire ne présentent qu’une seule version de l’histoire politique du Cameroun et cette version occulte la lutte des nationalistes.

Cadre théorique

Pour mieux comprendre cette situation, il importe d’abord d’envisager une explication théorique qui est la suivante : Au moment des indépendances des pays soumis au joug colonial des grandes puissances occidentales, ces dernières ont institué un nouveau système de rapport de domination qui leur permit de continuer à garder la main mise sur les matières premières de ces pays comme ce fut le cas durant la période coloniale, cela avec la complicité des dirigeants locaux²¹. Pour éviter que les populations autochtones ne se révoltent face à cette reconduction du système colonial, la violence symbolique est utilisée à travers l’institution dans tous les domaines de la vie nationale (politique, économique, social, culturel, éducatif, etc.) des mécanismes subtils de domination. Ces mécanismes visent la réification de la conscience de ces populations, ce qui permet de mieux les manipuler. L’ensemble de ces mécanismes subtils — pour ce qui est des rapports postcoloniaux entre la France et ses anciennes colonies africaines dont le Cameroun — a pour nom « Françafrique »²².

Ainsi, le capitalisme occidental, pour atteindre ses objectifs de domination et d’exploitation dans les ex-colonies, comme l’explique Jean Ziegler (1980, p. 28), détruit non seulement les modes de production non capitalistes locaux ; il « liquide aussi l’univers culturel, les structures motivationnelles autochtones ». Bref, il « détruit l’identité propre, la mémoire et l’histoire des peuples de la périphérie ». Autrement dit, il réifie la conscience de ces peuples. Par conséquent, dans ces pays exploités, l’école a fondamentalement pour but, en ce qui concerne l’enseignement de l’histoire, la reproduction sociale des individus ignorants de leur passé²³. Du coup, l’histoire est enseignée à l’école non pas dans le but de construire une mémoire collective, et partant, une véritable conscience et une identité nationale et culturelle, mais dans le but de légitimer et de maintenir l’ordre de domination et d’exploitation existant. En effet, la mémoire collective des peuples dominés est un réservoir de significations alternatives appelées « *faits culturels* » (Amilcar Cabral)²⁴. Chaque fait culturel comportant des significations pouvant concourir à la construction nationale, à la construction de l’identité alternative et à la conscience de résistance est paralysé, étouffé, rendu muet par la violence symbolique des dominants²⁵.

Au Cameroun, l’État s’est même donné pour mission, pendant plus de trente ans, d’être le seul rédacteur de l’histoire du Cameroun afin que les Camerounais ne sachent de l’histoire de leur

¹⁹ C’est ce qui est écrit dans le préambule des programmes d’histoire de l’enseignement secondaire général.

²⁰ Lire les états généraux de l’éducation, établis en 1998, et fixant les objectifs de l’école au Cameroun.

²¹ Kwame N’Krumah, *Le néo-colonialisme dernier stade de l’impérialisme*, Paris, Présence africaine, 1973, 269 p.

²² François-Xavier Verschave, *De la Françafrique à la Mafrafrique*, Bruxelles, Tribord, 2004, 70 p.

²³ Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *La reproduction*, Paris, Minuit, 1970, 284 p.

²⁴ Amilcar Cabral, cité par Jean Ziegler, *Mains basses sur l’Afrique*, Paris, Seuil, 1980, p. 215.

²⁵ *Idem*.

pays que ce que l'État a décidé qu'ils doivent savoir²⁶. À partir du présent cadre théorique, peuvent se dégager les enjeux.

Enjeux

Nos recherches — à travers des interviews réalisées auprès des chercheurs, enseignants, inspecteurs pédagogiques et hommes politiques — nous ont permis d'avoir des éléments de réponse à la question du pourquoi de l'absence quasi totale de NC dans l'enseignement de l'histoire au Cameroun. En effet, la mémoire nationaliste du Cameroun renferme des enjeux non seulement aux yeux de l'État camerounais, mais aussi aux yeux de l'État français. Car ces deux États ont coopéré à la répression des revendications indépendantistes menées par les nationalistes camerounais, et coopèrent encore, depuis 1960²⁷, à la définition du contenu des programmes et des manuels d'enseignement du Cameroun. Cela dit, ces enjeux — au regard de ce qui est ressorti des interviews que nous avons menées sur la question²⁸ — se résument ainsi : l'histoire du nationalisme camerounais renferme des vérités qui, si elles étaient révélées à la jeunesse camerounaise, pourraient ébranler les fondements de l'État camerounais et ceux de la domination française au Cameroun. En d'autres mots, relater cette histoire serait faire un procès aux États camerounais et français. Pourquoi ?

En fait, il se trouve qu'au moment où le Cameroun francophone devait acquérir son indépendance deux camps se sont formés parmi les Camerounais. On avait d'une part le camp de ceux qui voulaient et revendiquaient l'indépendance du Cameroun, représenté par l'UPC et une large majorité des Camerounais ; et d'autre part, le camp de ceux qui ne voulaient pas du tout de cette indépendance, représenté par les collaborateurs de l'administration coloniale française. Mais paradoxalement, c'est à ceux qui refusaient cette indépendance — et qui combattaient avec acharnement les Camerounais qui la revendiquaient —, que la France remit le pouvoir en 1960. Autrement dit, comme l'ont montré Achille Mbembé (1984 et 1989) ainsi que Thomas Deltombe et *al.* (2011), la France attribua finalement l'indépendance à ceux qui ne l'avaient jamais revendiquée et qui s'étaient même farouchement opposés à son principe ; alors que, logiquement, cette indépendance et le pouvoir qui en découlait devaient revenir aux nationalistes de l'UPC. Ce qui est un cas unique dans toute l'histoire des décolonisations dans le monde entier.

Si donc les jeunes scolaires sont suffisamment imprégnés de ces faits historiques à l'école, ils pourraient s'interroger sur la légitimité de ceux qui sont au pouvoir au Cameroun depuis 1960 et qui se disent être les « pères fondateurs » du Cameroun moderne ainsi que les « artisans » de l'indépendance du Cameroun. En d'autres termes, ils réaliseraient que c'est ceux qui n'ont pas lutté pour l'indépendance qui sont au pouvoir depuis 1960. Cela pourrait

²⁶ Pendant une longue période au Cameroun (des années 1960 jusqu'au début des années 1990), il était interdit, même dans un cadre scientifique et de recherche, de parler de l'histoire du Cameroun et de ses acteurs, principalement en ce qui concerne la période de la décolonisation. Lire le témoignage d'Achille Mbembé « L'État-historien », dans Ruben Um Nyobé, *Écrits sous maquis*, Paris, L'Harmattan, 1989, p. 9-42.

²⁷ Le Cameroun acquit son indépendance le 1^{er} janvier 1960 et signa de nombreux accords de coopération avec la France sur pratiquement tous les plans de la vie nationale, dont sur le plan de l'éducation et celui de la culture.

²⁸ Dans le but de comprendre, entre autres, les enjeux de la dévalorisation du nationalisme camerounais dans les programmes et manuels d'histoire, nous avons interviewé des responsables et agents du système éducatif camerounais (Inspecteurs pédagogiques, Inspecteurs généraux d'enseignement, enseignants...) des hommes politiques, des politologues... À ces interviews, a été ajoutée la recherche documentaire visant à lire ce que les autres chercheurs ont déjà dit sur la question.

expliquer les craintes des gouvernants camerounais, et justifier l'occultation et la falsification du passé nationaliste du Cameroun.

Du côté de l'État français, l'enjeu est lié à l'image de la France dans le monde. Cela à cause de la façon dont la France réprima les revendications indépendantistes au Cameroun. Elle usa en effet — selon l'historiographie récente (films documentaires, ouvrages) —, de tous les moyens possibles pour anéantir politiquement et militairement l'UPC et ses partisans. Tandis que l'armée française disposait des armes de guerre modernes (chars d'assaut, avions, bombardiers, artillerie...), les combattants camerounais ne disposaient, pour se défendre, que des machettes, des gourdins, des fusils de chasse... C'est ainsi que plusieurs centaines de milliers de Camerounais (civils et combattants) furent massacrés par l'armée française²⁹. La France ne voudrait donc pas que l'on sache qu'elle fit la guerre à un pays africain avec des armes sophistiquées, mais surtout à des Noirs quasiment désarmés ; et, qui plus est, dans un territoire qui n'était pas sa colonie. Ainsi, officiellement, pour la France, il ne s'est rien passé au Cameroun. Cette position de la France a été réitérée en mai 2009 lors de la visite du Premier ministre français au Cameroun, François Fillon. Il affirmait alors ceci : « Je dénie absolument que des forces françaises aient participé en quoi que ce soit à des assassinats au Cameroun. Tout cela c'est de la pure invention³⁰. »

Quoi qu'il en soit, au sujet de cet enjeu lié à l'image de la France, Ferdinand Chindji-Kouleu³¹ donne plus d'explications :

« La France a fait une guerre en cachette. Les Français ont caché ce qui se passait par honte. Ils étaient gênés que le monde apprenne qu'ils font une guerre contre des Noirs. À l'époque, on considérait les Noirs comme des sous-hommes. C'était une guerre inégale et la France qui venait de perdre en Indochine, a voulu l'étouffer par tous les moyens. Il y a eu des massacres incroyables. Or, dans beaucoup de documents, on ne parle pas de guerre, mais de "mouvements", "d'actions"... Bref, c'est difficile pour la France d'assumer qu'elle a déployé de l'artillerie lourde contre des gens armés de machette, de gourdin et de pistolets de petit calibre [...]»³².

En outre, en plus de ces enjeux idéologiques, on a pu recenser, pour l'État camerounais et pour l'État français, des enjeux politiques, économiques et socioculturels³³ :

- Au plan politique, les enjeux, pour le Cameroun et pour la France, sont un enjeu de pouvoir : le maintien au pouvoir de ceux qui dirigent l'État camerounais, et le maintien de la domination de la France sur le Cameroun.
- Au plan économique, l'enjeu pour l'État camerounais est la conservation des privilèges et des profits économiques liés à gestion du pays, tandis que l'enjeu pour

²⁹ Une polémique existe encore sur le nombre de morts que causa la guerre d'indépendance au Cameroun. Lire pour savoir Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa, *Kamerun ! Une guerre...*, p. 20-26. Cependant, il reste que les victimes ont été très nombreuses.

³⁰ Propos de François Fillon, Premier Ministre du gouvernement français, répondant aux questions des journalistes lors de la conférence de presse donnée à l'IRIC (Institut des Relations Internationales du Cameroun) à Yaoundé, le jeudi 21 mai 2009. Extrait du [site de François Fillon](#).

³¹ Enseignant-chercheur aujourd'hui en retraite, Ferdinand Chindji-Kouleu a le titre Professeur des Universités. Il a beaucoup travaillé sur l'histoire du Cameroun et est l'auteur de l'ouvrage *Histoire cachée du Cameroun* (2006). Aussi, il a été un témoin direct de la guerre d'indépendance du Cameroun puisqu'il a été enrôlé de force dans les rangs de la branche armée de l'UPC, appelée à l'époque ALNK (Armée de Libération Nationale du Kamerun).

³² Extrait d'une interview de Ferdinand Chindji-Kouleu, dans le quotidien privé camerounais *La Nouvelle Expression*, n° 2317. Jeudi, 25 septembre 2008.

³³ Tous ces enjeux sont issus des recherches que nous avons menées (Interviews, recherche documentaire).

- l'État français est la conservation de sa main mise sur les richesses du sol et du sous-sol camerounais.
- Au plan social, les enjeux sont les mêmes pour l'État camerounais et pour l'État français : le risque d'une prise de conscience collective au sein des masses camerounaises de tout ce qui s'est effectivement passé, ce qui pourrait entraîner des révoltes, des soulèvements populaires, des insurrections, bref, des révolutions contre l'ordre de domination existant.
 - Au plan culturel, l'enjeu se situe au niveau de la France uniquement : la perpétuation de la destruction de l'identité historique des Camerounais, ce qui entraîne l'aliénation culturelle et empêche par conséquent l'éclosion d'une conscience alternative au sein des masses camerounaises.

Comme recommandations, nous avons proposé de revoir le contenu des programmes et des manuels d'histoire en revalorisant la place du nationalisme camerounais ; c'est-à-dire en lui donnant plus de visibilité quantitativement et qualitativement, et plus de légitimité. Car vouloir bâtir un pays tout en oubliant ceux qui ont lutté pour sa libération c'est se lancer dans une entreprise impossible. Et comme le disait Elie Wiesel, « un peuple sans mémoire est un peuple sans avenir³⁴ ».

Conclusion

Voilà donc la quintessence du travail de recherche que nous avons mené sur la question de la place du nationalisme camerounais dans les programmes et manuels d'histoire. Jusqu'ici aucun véritable travail scientifique, du moins à notre connaissance, n'avait encore été mené sur cette problématique. Des travaux semblables ont été menés, mais en France, sur la place de la colonisation et de la décolonisation dans les enseignements français. Les résultats ont abouti à la même conclusion : même en France, il y a une volonté d'occulter les méfaits du passé colonial français³⁵. En d'autres termes, la France aussi a un problème avec son passé colonial qui la hante, et qu'elle a par conséquent du mal à assumer³⁶. Car ce passé colonial renferme de nombreux massacres et atteintes aux droits de l'Homme, principalement pour ce qui est de ses ex-colonies d'Afrique³⁷. Donc en définitive, l'intérêt du présent travail est qu'il pose les premiers jalons scientifiques devant aider et guider les recherches futures sur la question de l'enseignement de l'histoire du nationalisme camerounais dans les écoles et les universités du Cameroun.

Pour en savoir plus

ABWA, Daniel. *Cameroun : histoire d'un nationalisme (1884-1961)*. Yaoundé, Clé, 2010, 412 p.

³⁴ Citation tirée d'un documentaire télévisé sur la chaîne *Toute l'histoire*.

³⁵ Ces travaux sont disponibles sur le site de l'INRP. Il s'agit des travaux de Anne-Marie Benhayoun, Gilles Boyer et Benoit Falaize, « Colonisation et décolonisation dans les Programmes de l'école primaire (1995-2002) » ; « La colonisation et la décolonisation dans les manuels de l'École primaire 1996-2007 » ; « La colonisation et la décolonisation dans les apprentissages scolaires de l'école primaire », 2010.

³⁶ Pour en savoir plus, lire Pascal Blanchard, Nicolas Bancel, Sandrine Lemaire, dir., *La fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage colonial*, Paris, La Découverte, 2006, coll. « Essais », n° 232, 322 p.

³⁷ Lire Yves Benot, *Massacres coloniaux, 1944-1950 : la IV^e République et la mise au pas des colonies françaises*, Paris, La Découverte, 2005, coll. « La Découverte Poche/Sciences Humaines et Sociales », n° 107, 224 p.

BENOT, Yves. *Massacres coloniaux. 1944-1950 : la IV République et la mise au pas des colonies françaises*. Paris, La Découverte, 2005, coll. « La Découverte Poche/Sciences Humaines et Sociales », n° 107, 224 p.

BLANCHARD, Pascale, Nicolas BANCEL et Sandrine LEMAIRE, dir. *La fracture coloniale. La société française au prise de l'héritage coloniale*. Paris, La Découverte, 2006, coll. « Essais », n° 232, 322 p.

BOURDIEU, Pierre et PASSERON, Jean-Claude. *La reproduction*. Paris, Minuit, 1970, 284 p.

CHINDJI-KOULEU, Ferdinand. *Histoire cachée du Cameroun*. Yaoundé, Saagraph, 2006, 352 p.

DELTOMBE, Thomas, Manuel DOMERGUE et Jacob TATSITSA. *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique 1948-1971*. Paris, La Découverte, 2011, coll. « Cahiers libres », 744 p.

JOSEPH, Richard. *Le mouvement nationaliste au Cameroun*. Paris, Karthala, 1986, coll. « Hommes et sociétés », 414 p.

MBEMBE, Achille. *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun*. Paris, Karthala, 1996, coll. « Hommes et sociétés », 440 p.

MESSMER, Pierre. *Les blancs s'en vont. Récit de la décolonisation*. Paris, Albin Michel, 2000, 302 p.

NJEUMA, Martin Z., dir. *Histoire du Cameroun (XIX^e s. – début XX^e s.)*. Paris, L'Harmattan, 1989, coll. « Racines du présent », 312 p.

NKRUMAH, Kwame. *Le néo-colonialisme dernier stade de l'impérialisme*. Paris, Présence africaine, 1973, 269 p.

OYONO, Dieudonné. *Colonie ou mandat international, la politique française au Cameroun de 1919 à 1946*. Paris, L'Harmattan, 1992, 221 p.

QUIVY, Raymond et Luc VAN CAMPENHOUDT. *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris, Dunod, 1995, 304 p.

UM NYOBE, Ruben. *Le problème national Kamerunais*. Paris, L'Harmattan, 1984, 444 p.

UM NYOBE, Ruben. *Écrits sous maquis*. Paris, L'Harmattan, 1989, 295 p.

VERSCHAVE, François-Xavier. *De la Françafrique à la Mafiafrique*. Bruxelles, Tribord, 2004, 70 p.

YAGNYE TOM, Daniel. *L'UPC face au marasme camerounais*. Paris, L'Harmattan, 2004, 178 p.

ZIEGLER, Jean. *Mains basses sur l'Afrique. La recolonisation*. Paris, Seuil, 1980, 291 p.